

VD_FINDINFO Pron / 2012 / 175 vom 16. August 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-08-16, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Pron___2012___175

FR: VD_FINDINFO Pron / 2012 / 175 du 16 août 2012

IT: VD_FINDINFO Pron / 2012 / 175 del 16 agosto 2012

Regeste

MOTIVATION DE LA DEMANDE, DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, CONCLUSIONS
| 312 al. 1 CPC (CH)

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour d'appel civile 16.08.2012 Pron / 2012 / 175

MOTIVATION DE LA DEMANDE, DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, CONCLUSIONS
| 312 al. 1 CPC (CH)

TRIBUNAL CANTONAL JU09.034086-121353 369 JUGE DELEGUee DE LA cour
d'appel CIVILE _____

Arrêt du 16 août 2012 _____ Présidence de Mme Crittin Dayen ,
juge déléguée Greffier : M. Bregnard ***** Art. 311 al. 1 et 312 al. 1 CPC Vu
l'ordonnance de mesures protectrices de l'union conjugale rendue le 12 juillet 2012 par la
Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de Lausanne dans la cause divisant M.
E. _____ , à Lausanne, d'avec Mme E. _____ , à Lausanne, vu l'écriture déposée le
20 juillet 2012 par M. E. _____ par laquelle celui-ci requiert qu'un avocat lui soit
commis d'office et qu'un délai lui soit imparti afin de former appel, vu le courrier
recommandé de la juge déléguée de la Cour d'appel civile du 30 juillet 2012, informant M.
E. _____ que son acte, dénué de toute motivation et conclusion en lien avec l'ordonnance
de mesures protectrices de l'union conjugale rendue le 12 juillet 2012, ne constituait pas un
appel, que de plus le délai pour former appel n'était pas prolongeable (art. 144 al. 1 CPC
[Code de procédure civile du 19 décembre 2008, RS 272]) et qu'en conséquence, elle
s'apprêtait à rendre un arrêt d'irrecevabilité tout en lui accordant un délai de cinq jours pour
se déterminer, vu le relevé « Track & Trace » de la Poste du 8 août 2012, selon lequel le
courrier du 30 juillet 2012 a été retiré le 2 août 2012 par M. E. _____, vu l'absence de
déterminations, vu les autres pièces du dossier; attendu qu'en vertu des art. 308 ss CPC, un
appel motivé peut être formé contre une ordonnance de mesures protectrices de l'union
conjugale (Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, JT 2010 III 121)
dans un délai de dix jours dès la notification de la décision attaquée (art. 314 al. 1 CPC),
que l'autorité de seconde instance peut impartir un délai à l'appelant pour rectifier des vices
de forme à l'instar de l'absence de signature (Jeandin, Code de procédure civile commenté,
Bâle 2011, n. 5 ad. art. 311), qu'il ne saurait être remédié à un défaut de motivation ou à des
conclusions déficientes par ce biais, de tels vices n'étant pas d'ordre purement formel et
affectant l'appel de façon irréparable (ibidem; JT 2011 III 184); attendu, en l'espèce, que la
juge déléguée de la Cour d'appel civile a, par courrier du 30 juillet 2012, informé M.
E. _____ que, en raison de l'absence de motivation et de conclusions, elle s'apprêtait à
rendre une décision d'irrecevabilité et lui a imparti un délai de cinq jours pour se
déterminer, que l'intéressé ne s'est pas manifesté, que, l'écriture ne contenant pas de

motivation ni de conclusion en rapport avec l'ordonnance attaquée, l'appel doit être déclaré irrecevable, que l'arrêt est rendu sans frais judiciaires. Par ces motifs, la juge déléguée de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. L'appel est irrecevable. II. L'arrêt, rendu sans frais judiciaires, est exécutoire. La juge déléguée : Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié à : ■ M. M. E. _____ ■ Me Pierre-Yves Brandt (pour Mme E. _____). Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Présidente du Tribunal d'arrondissement de Lausanne. Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.